

DE QUELQUES AFFAIRES

Réflexions sur le procès ministère

(2^e partie et fin)

Par Zineddine Sekfali

Observations sur le dossier
de l'affaire Oultache

On ne traitera ici que de questions de procédure. Pour le fond, un verdict a été rendu par les juges et les jurés composant le tribunal criminel. Ils ont pris leur décision selon leur «intime conviction» sur la base de «l'intime conviction», «en leur conscience», et «dans le silence et le recueillement... dans la sincérité de leur conscience».

Le dossier de cette affaire Oultache a mis sept années à compter de l'assassinat de la victime, pour arriver devant le tribunal criminel aux fins de jugement. Sauf preuve de l'existence de circonstances extraordinaires qui m'auraient échappé, les sept années qui se sont écoulées ne sauraient en aucune façon pour moi être considérées comme «un délai raisonnable». En matière criminelle, le «délai raisonnable» pour l'évacuation d'une affaire criminelle ne devrait jamais être en toute logique supérieur à deux années.

ce...», pour reprendre les termes de l'article 307 du CPP. Je n'ai ni l'intention ni la prétention de discuter l'arrêt rendu le 28-02-2017. Ce n'est pas l'objet de cette contribution. Les observations, ci-après développées, ne portent que sur des questions de pure procédure ; elles sont relatives à la durée de l'instruction préparatoire, au déroulement de l'audience criminelle et aux pouvoirs du président du tribunal criminel.

1- La durée de l'instruction

Le dossier de cette affaire Oultache a mis sept années, à compter de l'assassinat de la victime, pour arriver devant le tribunal criminel aux fins de jugement. Sauf preuve de l'existence de circonstances extraordinaires qui m'auraient échappé, les sept années qui se sont écoulées ne sauraient en aucune façon pour moi être considérées comme «un délai raisonnable». En matière criminelle, le «délai raisonnable» pour l'évacuation d'une affaire criminelle ne devrait jamais être, en toute logique, supérieur à deux années.

L'article 125 du CPP limite la durée de la détention préventive dans les cas de crimes passibles de 20 ans de réclusion, de la réclusion à perpétuité ou de la peine capitale, à 16 mois (4 mois + 3 fois 4 mois sur décision du juge d'instruction), avec possibilité pour la chambre d'accusation de proroger ce délai de quatre mois supplémentaires, ce qui porte la durée maximale de la détention préventive autorisée par la loi dans les affaires criminelles graves et complexes à 20 mois.

Au-delà, on est en droit d'affirmer qu'on sort sinon de la normalité, du moins du délai raisonnable. L'instruction aurait pu en effet être rapide sans être sommaire, et diligente sans être expéditive. Dans cette affaire, il y avait, réunies, les trois circonstances objectives ou «les trois unités» propres aux tragédies du théâtre classique : l'unité de temps, l'unité de lieu et l'unité d'action.

En effet, le drame s'est noué et s'est dénoué dans un même lieu bien délimité, dans un très court laps de temps et sans interruption, et en présence des mêmes protagonistes ! La réunion de ces trois circonstances était de nature à faciliter l'enquête et à en accélérer le développement. Les officiers de police judiciaire, les agents de l'identité judiciaire et de la police scientifique et technique, arrivés les premiers sur les lieux du crime, ont pu procéder en

quelque sorte comme en flagrance. Ils ont pris les mesures de sauvegarde les plus élémentaires, c'est-à-dire délimiter la scène du crime, photographier les lieux et la position dans laquelle ils ont trouvé la victime et l'arme du crime, tracer et marquer les impacts des balles sur le cadavre, sur le sol et sur les murs, signaler les balles et les douilles avant de les placer sous scellés, saisir et sceller toutes les

armes qui ont été utilisées, requérir un médecin légiste pour faire les premiers constats avant le transfert du corps vers le lieu où s'effectuent habituellement les autopsies, recueillir sur procès-verbaux les premières déclarations des personnes trouvées sur place... Il appartenait à l'officier de police judiciaire, chef de l'équipe qui a procédé aux premières opérations de l'enquête, de téléphoner ou d'envoyer une note d'information au procureur de la République qui pouvait, mais sans que rien ne l'y oblige, se rendre lui aussi sur les lieux. Il convient à cette occasion de mettre fin à la croyance erronée qui consiste à dire que la présence du procureur de la République sur les lieux des crimes est obligatoire. Elle n'est en droit que simplement facultative et c'est au procureur qu'il appartient de dire si sa présence sur les lieux est opportune et utile. En fait, le procureur ne s'y rend qu'en cas de nécessité impérieuse ou si l'officier de police judiciaire qui enquête a quelque raison de penser que sa présence est, pour une raison ou une autre, souhaitable.

Il nous faut en outre mettre fin à une autre croyance répandue, selon laquelle la présence du procureur sur les lieux dessaisit de plein droit les officiers de police judiciaire chargés de l'enquête.

En effet, c'est seulement lorsque les opérations de police judiciaire sont terminées, que le procureur commence à remplir sa propre mission qui est de mettre en œuvre l'action publique et d'en suivre le déroulement. (cf. *Analyse et commentaire du Code de procédure pénale*, par F. Brouchet, J. Gazier et J. Brouchet in Faustin Hélie).⁽²⁾

2- Le déroulement de l'audience

Si l'instruction fut lente et longue, on n'a par contre réservé au procès que deux jours d'audience (les 27 et 28 février 2017). C'est insuffisant, me semble-t-il, vu le nombre des témoins cités et qu'il convenait d'entendre et de confronter entre eux et avec l'accusé, vu aussi l'importance des documents joints à la procédure dont notamment la fameuse lettre envoyée par le DGSN à Oultache pour lui demander des explications sur les anomalies constatées dans les marchés d'acquisition de matériels informatiques, vu en outre l'importance des rapports d'expertises scientifique et technique, en particulier le rapport d'autopsie, le rapport balistique et le rapport de l'examen médical et psycho-

logique qu'il fallait exposer, expliquer, analyser et discuter publiquement à l'audience. On imagine par ailleurs que le dossier était assez fourni en photographies, planches, plans des lieux, schémas et croquis explicatifs ou illustratifs des conditions dans lesquelles l'agression s'est produite. Cela valait certainement la peine de montrer tous ces documents aux assesseurs et aux jurés, sous le regard attentif du public et des journalistes présents dans la salle d'audience ; il suffisait pour cela de les faire circuler par les soins de l'huissier-audien-

cier, d'un membre du tribunal à l'autre. Cette opération n'a rien d'exceptionnel et s'appelle depuis toujours : la présentation à l'audience des pièces à conviction. De nos jours, il existe des moyens modernes de présenter aux tribunaux les pièces à conviction. On utilise de plus en plus des vidéoprojecteurs qui permettent de faire apparaître sur un tableau, un écran ou tout simplement un mur les documents et pièces que l'on veut montrer, non seulement aux juges, mais aussi par la même occasion au public et aux chroniqueurs judiciaires de la presse. N'existe-t-il pas au sein du ministère de la Justice une direction générale de la modernisation ? L'usage des data show dans les prétoires et à l'occasion du

jugement des affaires criminelles sensibles ou complexes devrait devenir la règle pour la présentation des pièces à conviction. Partout dans le monde d'aujourd'hui, là où l'on tient à l'information totale et objective des citoyens, les «grands procès», comme le procès «Ministère public vs Oultache» sont filmés et retransmis sur les chaînes nationales de télévision, «afin que nul n'en ignore», comme on dit. Quoi qu'il en soit, ne montrer et ne communiquer les documents, les rapports et autres pièces essentiels pour l'information des membres du tribunal, que dans «l'entre-soi» de la salle des délibérations n'est certainement pas la meilleure façon de procéder dans un procès criminel comme celui dont il est question. Par ailleurs, sachant qu'un quotidien national avait annoncé «en exclusivité», dans son édition du 25-02-2010, que le Directeur général de la Sûreté nationale avait décidé de démettre Ch. Oultache de ses fonctions et de lui notifier cette décision ce jour-là précisément, il eut été judicieux

Si l'instruction fut lente et longue, on n'a par contre réservé au procès que deux jours d'audience (les 27 et 28 février 2017). C'est insuffisant, me semble-t-il, vu le nombre des témoins cités et qu'il convenait d'entendre et de confronter entre eux et avec l'accusé, vu aussi l'importance des documents joints à la procédure dont notamment la fameuse lettre envoyée par le DGSN à Oultache pour lui demander des explications sur les anomalies constatées dans les marchés d'acquisition de matériels informatiques, vu en outre l'importance des rapports d'expertises scientifique et technique, en particulier le rapport d'autopsie, le rapport balistique et le rapport de l'examen médical et psychologique qu'il fallait exposer, expliquer, analyser, et discuter publiquement à l'audience.

de faire venir ce journaliste à l'audience — même s'il n'a pas été cité par huissier — pour entendre ses explications. Nul n'ignore les spéculations et les rumeurs les plus surprenantes sur les tenants et les aboutissants de ce scoop. Le journaliste a-t-il été entendu par le juge d'instruction durant l'information judiciaire ? Si oui, qu'a-t-il répon-

du ? Pourquoi a-t-il été dispensé de venir s'expliquer en audience publique ? A-t-il refusé de révéler sa source en invoquant le droit du journaliste de garder secrets les noms de ses informateurs ? Comment a-t-on pu reconnaître à ce journaliste «ce droit au silence», quand on sait que dans cette affaire ont été commis un assassinat et une double tentative d'assassinat ? Pour la justice, depuis quand la protection de l'identité des informateurs est-elle plus digne d'intérêt que la manifestation de la vérité ? Précisons que le président du tribunal avait le droit, en vertu de son «pouvoir discrétionnaire» dont on traitera ci-après, de faire venir à l'audience ce journaliste chasseur de scoops, et de l'entendre à titre de renseignement.

En tout état de cause, il lui était parfaitement possible de prolonger les débats d'une journée et de réserver une quatrième journée pour les plaidoiries des avocats des parties civiles, le réquisitoire du représentant du ministère public, et les plaidoiries des avocats de l'accusé.

3- Les pouvoirs du président
du tribunal criminel

L'article 286 de l'ordonnance n° 66-155 du 09-06-1966 portant code de procédure pénale «originel» reconnaissait au président du tribunal criminel trois attributions importantes : la police de l'audience, la direction des débats et un pouvoir spécifique, dit «pouvoir discrétionnaire».

L'ordonnance n°95-10 du 25-02-1995 modifiant et complétant le CPP a changé l'économie générale de cet article 286 du CPP. Dans sa version en arabe, le législateur a introduit un nouveau concept, celui de «soula kamela», traduite dans la version française du même code par «pouvoir absolu».